



AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS

- Brèves économiques de Tunisie et de Libye - Semaine du 9 novembre au 16 novembre 2018

Tunisie

- Le déficit commercial s'est accru de +21% entre janvier et octobre 2018 à prix courants et en glissement annuel, en lien avec le creusement du déficit de la balance énergétique (+53,7% sur la période).
- Selon l'Institut national de la statistique (INS), au 3^{ème} trimestre 2018 la croissance du PIB tunisien a ralenti à +2,6% en glissement annuel et le chômage a légèrement progressé à 15,5% de la population active.
- Le FMI a revu ses prévisions pour la Tunisie à la baisse concernant la croissance et à la hausse s'agissant de l'inflation.

Libye

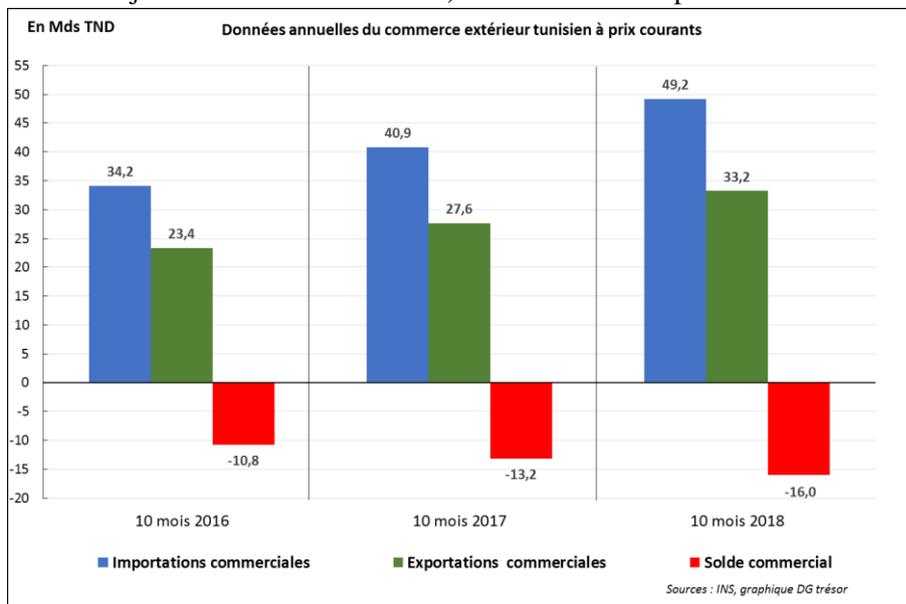
- Une conférence s'est tenue à Palerme les 12 et 13 novembre 2018 en vue de trouver une solution au conflit libyen.

TUNISIE

- Le déficit commercial s'est accru de +21% entre janvier et octobre 2018 à prix courants et en glissement annuel, en lien avec le creusement du déficit de la balance énergétique (+53,7% sur la période).

Selon les dernières données publiées par l'Institut national de la statistique (INS), le déficit commercial sur les dix premiers mois de l'année 2018 a progressé de +21,2% en glissement annuel. Ainsi, il s'élevait à 16 Mds TND (4,9 Mds EUR) sur la période de janvier à octobre 2018, contre 13,2 Mds TND (4,1 Mds EUR) sur la même période en 2017. La hausse des exportations en valeur (+20,2% de janvier à octobre 2018 en g.a., à 33,2 Mds TND) est similaire à celle des importations en valeur (+20,5% à 49,2 Mds TND). La progression des exportations a été favorisée par la poursuite de la dépréciation du dinar (-8,4% face à l'euro entre début janvier et fin octobre 2018). La hausse des exportations en valeur est liée principalement à un effet-prix : les exportations en volume n'ont progressé que de +4% de janvier à octobre 2018 en g.a. (+5,2% sur la même période en 2017). C'est également le cas pour les importations : en volume, elles ont en effet progressé modérément (+1,5% de janvier à octobre 2018 en g.a., après +3% un an auparavant). Au total, si à prix courants les exportations ont augmenté au même rythme que les importations (respectivement +20,2% et +20,5%), à prix constants (base 2010), les exportations ont progressé beaucoup plus rapidement que les importations (respectivement +4% et +1,5%).

Sur le plan sectoriel : i/ les exportations en valeur des secteurs de l'agriculture et des industries agroalimentaires se sont à nouveau fortement accrues (+59,5% sur la période considérée) et représentaient fin octobre 13,3% des exportations totales (contre 10% un an auparavant). ii/ La progression des importations totales s'explique principalement par la hausse des importations énergétiques (+38,4% sur la période). En conséquence, le déficit énergétique, qui s'élevait à 5,1 Mds TND fin octobre 2018 (contre 3,3 Mds TND fin octobre 2017), représentait à cette date 32% du déficit de la balance commerciale. Les importations hors énergie n'ont augmenté que de +18% en valeur sur la période considérée. Sur le plan bilatéral, le déficit commercial de la Tunisie en valeur est lié principalement aux échanges avec la Chine (-4,5 Mds TND), l'Italie (-2,4 Mds TND), la Turquie (-1,8 Md TND), l'Algérie (-1,2 Md TND) et la Russie (-1,2 Md TND). A contrario, la Tunisie enregistre un excédent commercial vis-à-vis de la France (+2,8 Mds TND), de la Libye (+0,9 Md TND) et du Maroc (+0,3 Md TND).



- Selon l'Institut national de la statistique (INS), au 3^{ème} trimestre 2018 la croissance du PIB tunisien a ralenti à +2,6% en glissement annuel et le chômage a légèrement progressé à 15,5% de la population active.

Selon [les résultats préliminaires des comptes nationaux trimestriels provenant de l'INS](#), la croissance du PIB en volume a atteint +2,6% en glissement annuel (g.a.) au troisième trimestre 2018 (T3 2018), contre +2,8% en g.a. au T2 2018. La semaine prochaine, nous reviendrons plus en détail sur les évolutions de l'activité économique par secteur d'activité,, lorsque les données auront été publiées en intégralité.

De plus, [selon l'INS](#), le taux de chômage s'élevait à 15,5% de la population active tunisienne à l'issue du troisième trimestre 2018 (soit 642 800 chômeurs). Si le taux de chômage a légèrement augmenté par rapport au second trimestre de 2018 (taux de 15,42%, soit 638 000 chômeurs), la tendance globale reste stable depuis 2015. Par catégorie, on observe notamment une hausse du taux de chômage pour les diplômés de l'enseignement supérieur (29,7% au T3 2018, contre 29,2% au T2 2018) alors que ce taux était orienté à la baisse depuis le T3 2016. Enfin, la plus forte progression du taux de chômage concerne la catégorie des femmes diplômées (39,6% au T3 2018, contre 38,6% au T2 2018).

- Le FMI a revu ses prévisions pour la Tunisie à la baisse concernant la croissance et à la hausse s'agissant de l'inflation.

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié le 12 novembre 2018 un rapport sur les [« Perspectives économiques régionales »](#). Dans ce rapport, le FMI a révisé à la baisse le taux de croissance du PIB pour l'année 2018 à +2,4%, contre +2,6% prévu dans le précédent rapport publié le 28 septembre 2018, et +2,9% en 2019, contre +3,1% selon les anciennes prévisions. Le FMI justifie l'évolution de ses prévisions de croissance par la détérioration des conditions sécuritaires, la

	2018 (p)		2019 (p)	
	Anciennes prévisions (28/09/2018)	Nouvelles prévisions (12/11/2018)	Anciennes prévisions (28/09/2018)	Nouvelles prévisions (12/11/2018)
Croissance du PIB réel sur l'année (variation annuelle, %)	2,6	2,4	3,1	2,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,8	8,1	7,0	7,5
Solde budgétaire global de l'administration centrale (% du PIB)	-5,5	-5,2	-3,9	-3,7
Solde courant (% du PIB)	-9,7	-9,6	-8,5	-8,5

montée des tensions sociales, des répercussions plus importantes des conflits régionaux pour la Tunisie, et l'incertitude persistante concernant l'action des pouvoirs publics. Les prévisions relatives à l'inflation ont été révisées à la hausse pour l'année 2018, à +8,1% contre +7,8% prévu en septembre (et +7,5% pour 2019 contre +7,0% selon les prévisions de septembre), en lien avec la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation. Concernant le déficit courant, ses prévisions ont peu évolué (légère amélioration en 2018 grâce aux financements bilatéraux et multilatéraux

reçus et à l'augmentation des transferts de migrants; prévisions inchangées en 2019). Enfin, selon le FMI, le déficit budgétaire serait plus faible que prévu initialement en 2018 (-5,2% du PIB selon les nouvelles prévisions, contre -5,5% du PIB selon les prévisions de septembre) et en 2019 (-3,7% du PIB, contre -3,9% du PIB). A ce sujet, le FMI rappelle que le pays a cherché à accroître ses recettes budgétaires en modulant le montant des droits de douane, en modernisant l'administration fiscale et en modifiant la TVA.

Il est important de préciser que le FMI a mentionné dans son rapport que « les prix du pétrole pourraient encore monter à court terme [...] mais ils devraient baisser à moyen terme ». Cependant, le cours du baril de pétrole WTI a fortement baissé ces dernières semaines, passant de 76 USD le 3 octobre 2018, à 56 USD le 15 novembre 2018. Cette chute des prix du baril de pétrole devrait avoir un effet bénéfique sur l'économie tunisienne.

LIBYE

- Une conférence s'est tenue à Palerme les 12 et 13 novembre 2018 en vue de trouver une solution au conflit libyen.

Faisant suite au sommet de Paris en mai 2018, la conférence de Palerme s'est tenue les 12 et 13 novembre 2018 à l'initiative du gouvernement italien, en vue de trouver une solution au conflit libyen. La France était représentée par son ministre des affaires étrangères M. Le Drian. Le maréchal Khalifa Haftar a refusé de participer à la conférence mais était présent à une réunion informelle comprenant notamment la France, la Russie et la Tunisie. La Turquie n'ayant pas été conviée à cette réunion, elle a décidé de quitter la conférence. Dans le communiqué final, les participants à la conférence ont mentionné notamment la nécessité d'élaborer un cadre constitutionnel pour la tenue d'élections (dont un référendum sur un projet de constitution) et d'appuyer la formation d'une armée unifiée sous une autorité civile. Les différentes parties libyennes se sont engagées à soutenir la conférence nationale de l'ONU, qui pourrait avoir lieu au printemps. Dans une déclaration faite à la presse libyenne, le ministre de l'économie et de l'industrie de la Libye M. Ali Al-Issawi, a indiqué que les participants à la conférence de Palerme, et en particulier les institutions économiques internationales, exigent que la création monétaire fiduciaire soit le fait exclusif de la banque centrale de Tripoli.